

# L'Avenir

de Fécamp

Novembre 2024 N° 004

## Bien dit !

**Le RN : c'est grand diseux, ptit faiseux.**  
Absents lors des manifs contre la réforme des retraites  
À la rescousse du gouvernement pour empêcher la taxation des grosses fortunes !

● **Cathy Poly Apourceau**

Sénatrice groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste - Kanaky



## ÉDITO

Lorsqu'on essaie de convaincre la population fécampoise que tout va bien, alors qu'en fait, la situation est préoccupante ! Les impôts continuent d'augmenter :

la Taxe Foncière hausse de 2,98 %, le prix de l'eau grimpe de 6,63 %, la Taxe Gemapi a été instaurée en 2023 avec une augmentation de 1,60 %, la Taxe sur les Ordures Ménagères (TEOM) bondit de 17,3 %, l'assainissement augmente de 7,11 %, et les frais des repas pour nos aînés livrés à domicile s'envolent de 50 %. De plus, nous assistons à l'arrêt du transport collectif pour les jeunes sportifs de Fécamp, à la suppression de la restauration municipale, et à l'éclairage public nocturne qui a été mis à l'arrêt (sans aucune information sur les éventuelles modifications de la criminalité depuis). Les douches sur la plage ont également été retirées, et la dette annuelle par habitant ne fait qu'augmenter. En résumé, sous les deux mandats de la droite à Fécamp, nous avons observé une hausse des prix et Taxes accompagnée d'une diminution des services publics !

## PARTAGEONS LES RICHESSES !!



## UN COMITE DU NOUVEAU FRONT POPULAIRE CREE PAR LES SEULS INSOUMIS ?

Nous sommes surpris de constater la création d'un comité Nouveau Front Populaire de la 9e circonscription de Seine-Maritime, par la mise en ligne d'un site Internet. Celui-ci est initié par des militants insoumis et écologistes, sans les communistes et apparemment sans les socialistes non plus. Alors, peuvent-ils appeler cela un Nouveau Front Populaire ? Jusqu'à preuve du contraire c'est un mouvement créé par 4 partis, avec la participation des syndicats et des représentants associatifs.

L'union de la gauche est nécessaire, voir même indispensable, pour lutter contre la politique macroniste et contre l'extrême-droite dans la 9e circonscription. Depuis des années, les communistes font un patient travail de terrain à Fécamp et dans son agglomération, que ce soit pour le logement, la santé ou encore les services publics. Il est surprenant que les créateurs de ce comité affirment fédérer la gauche, sans tenir compte d'une des composantes du Nouveau Front Populaire, les communistes, qui est la force militante la plus importante de la circonscription. Cela n'enlève rien à notre détermination à forger une union de la gauche. Elle doit se faire sur des bases égalitaires et non par des manœuvres souterraines. Les insoumis s'accaparent donc un mouvement collectif qui n'est en aucun cas leur création.

Lors des législatives anticipées, les communistes fécampois ont appelé les premiers à une union des forces de gauche, avec présentation d'un candidat unique dans la 9e circonscription, avant même la création du Nouveau Front Populaire. Ils ont soutenu et fait campagne pour la candidate insoumise présentée au nom du Nouveau Front Populaire dans la 9e circonscription. Aujourd'hui, seuls les élus communistes siègent à l'agglomération de Fécamp. Les forces de gauche locales ont des opinions et des orientations différentes, mais elles devraient être davantage une force plutôt qu'un objet de division.

Les insoumis et les écologistes refusent toutes discussions avec les communistes si ceux-ci n'acceptent pas un accord écrit à l'avance et sans aucune concertation. Cette exigence extravagante est assez symptomatique du mépris de certains insoumis à l'égard d'autres forces du Nouveau Front Populaire. Ce comité laisse entendre que toutes les forces de gauche y sont parties prenantes. Ce n'est pas le cas et c'est donc trompeur. Les communistes refuseront de se soumettre à une union qui se ferait sans discussions préalables avec l'ensemble de la gauche. Et maintenant, que fait-on face aux enjeux qui arrivent ?

## NEWS LA DROITE ET L'EXTRÊME-DROITE

### MAIN DANS LA MAIN POUR LA MARCHANDISATION DES FEMMES !

Des députés de droite et d'extrême-droite ont déposé une proposition de loi visant à soi-disant sécuriser les droits des personnes prostituées, cette initiative représente un grave recul dans la lutte contre la prostitution et le respect des femmes, permettant la réouverture de bordels et renforçant l'exploitation sexuelle, notamment des femmes précaires et migrantes. Ce projet de loi prévoit la dépénalisation du proxénétisme et imite des législations désastreuses observées en Belgique et en Espagne, qui ont favorisé l'émergence de méga-bordels.

Au lieu d'écouter les revendications des associations féministes pour renforcer la loi de 2016, reconnue par des instances internationales pour ses effets positifs, la droite et l'extrême-droite choisissent de ramener la France à la marchandisation du corps féminin, suscitant un rejet ferme du Parti Communiste Français qui se bat pour l'abolition de la prostitution et l'égalité entre les sexes.



## NEWS

la **cnl** 76  
Fécamp Caux Littoral

La CNL Fécamp Caux Littoral s'installe à Fécamp : Horaires d'ouverture au public le mercredi de 14h30 à 18h00.  
Adresse 11 rue des Provinces (immeuble Poitou) 76400 Fécamp. Tel : 06 46 08 11 25

L'Avenir  
de Fécamp

Est une publication éditée par la section de Fécamp du PCF

76 **PCF**  
PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

Retrouvez nos anciens numéros : [www.avenir-fecamp.fr](http://www.avenir-fecamp.fr)

## REUNION PUBLIQUE À SASSETOT-LE-MAUCONDUIT

La réunion, organisée à Sassetot-le-Mauconduit le 14 novembre 2024, pour alerter sur la désertification médicale dans l'agglomération de Fécamp et ses environs, a réuni citoyens et élus locaux. Elle a permis de dresser un état des lieux alarmant de l'accès aux soins et de discuter des solutions possibles pour y remédier. Les chiffres parlent d'eux-mêmes : en 2024, 7 millions de Français n'ont pas de médecin traitant. À ce rythme, ils seront 27 millions d'ici cinq ans. La formation de 10 000 médecins généralistes par an en France est insuffisante. Cela entraîne des soins retardés, une saturation des urgences et des fermetures de services hospitaliers. Dans l'agglomération de Fécamp, le nombre de médecins généralistes est passé de 32 (2010) à 24 Equivalent temps plein (2024) pour 38 000 habitants. Sans changement, il pourrait chuter à 18 d'ici deux ans.

Il a été souligné les raisons qui poussent les jeunes médecins à éviter l'installation en libéral : une rémunération à l'acte jugée peu attractive ; le poids des tâches administratives (jusqu'à 40 % du temps de travail) ; le souhait d'un équilibre entre vie professionnelle et personnelle ; une préférence pour les centres urbains offrant plus de dynamisme et de solvabilité. L'association Un médecin pour chacun milite pour une réorganisation des soins avec des urgences accessibles en moins de 30 minutes et des maternités en moins de 45 minutes, un abandon de la rémunération à l'acte au profit d'un système plus incitatif, une planification et régulation des installations médicales pour garantir une répartition équitable sur le territoire, la démocratisation des études médicales afin d'élargir l'accès aux professions de santé, et enfin la création d'un CHU au Havre, indispensable pour former davantage de professionnels et répondre aux besoins régionaux.

Christian Pora explique qu'entre 2018 et 2024, des milliers de signatures de pétition ont été recueillies dans plusieurs communes. En parallèle, des solutions ont été évoquées : des aides à l'installation des médecins, ainsi que des contrats de mise à disposition sur cinq ans. Cependant, des propositions comme celle de prioriser les régions sous-dotées pour les jeunes médecins financés par l'État ont été rejetées au Sénat. Jacques Louiset, président de l'association, a critiqué le projet de centre de santé à Fécamp, estimé à 5 millions d'euros, et déploré l'absence de solutions pour les habitants des zones rurales. L'objectif, selon lui, devrait être un accès aux soins dans un rayon de 5 kilomètres. Le maire de Sassetot, quant à lui, insisté sur l'importance d'un dialogue transpartisan et a souligné les difficultés d'attirer des médecins malgré les contreparties proposées. Il a également évoqué le besoin de logements pour accueillir les médecins et leurs familles. Enfin, concernant le transport médical, il a indiqué qu'un deuxième handibus a été voté, mais son usage limité à l'agglomération pose problème, car un grand nombre de spécialiste se trouve hors de l'agglomération. Fécamp accueillera 9 internes au prochain trimestre, mais reste en retrait par rapport à Dieppe (74 internes).



Il est nécessaire de renforcer les actions citoyennes : pétitions, mobilisations et courriers aux élus locaux et nationaux. En conclusion, les participants ont souligné l'urgence d'une mobilisation collective et coordonnée pour assurer un accès équitable aux soins sur l'ensemble du territoire.



Le Printemps Fécampoïse est une initiative lancée par des personnalités de la société civile, des membres d'associations fécampoïse, de collectifs et des syndicats fécampoïse, des élus, des représentants de partis politiques, partageant des valeurs humanistes, démocratiques, écologiques et sociales en vue des prochaines élections municipales en 2026.

Le Printemps Fécampoïse se veut un espace de dialogue, de réflexion et d'action, où chaque voix compte et où l'implication citoyenne est au cœur des préoccupations. Ensemble, nous souhaitons promouvoir une vision inclusive et durable pour notre ville, en répondant aux enjeux sociodémographiques et environnementaux actuels. Grâce à cette coalition, nous espérons fédérer les énergies et les idées pour faire de Fécamp une commune à la fois dynamique, solidaire et respectueuse de son environnement. Rejoignez-nous dans cette aventure collective et participative, pour un printemps qui s'épanouira et fleurira au cœur de notre Ville. Contact: [www.printemps-fecampois.fr](http://www.printemps-fecampois.fr)

Une avancée significative pour les femmes confrontées au cancer du sein ! Cathy Apourceau, sénatrice du Pas de Calais, et ses collègues du groupe communiste au Sénat ont réussi à inscrire dans leur niche ce texte de loi qu'elle avait défendu et voté à l'unanimité à l'Assemblée nationale.

Bien que le Sénat ait apporté des modifications au texte, notamment en supprimant la prise en charge des forfaits médicaux et hospitaliers, l'ensemble des soins de support et des matériels médicaux liés au cancer du sein seront intégralement remboursés. Pour cela, il est nécessaire que le texte soit à nouveau examiné à l'Assemblée nationale et adopté dans les mêmes termes. Ses collègues de l'Assemblée prévoient de l'inscrire rapidement à l'ordre du jour.

Le combat se poursuit, et elle tiendra tout le monde informé des avancées. Elle espère également que le processus s'accélérera. Un grand merci à toutes les sénatrices et sénateurs qui ont soutenu la prise en charge à 100 % des soins liés au cancer du sein.

### VICTOIRE !

**Le Sénat vote POUR**

le remboursement intégral  
des soins liés au traitement  
du cancer du sein